

Ville de LA TRINITE

Service des marchés publics

06340 LA TRINITE

Téléphone : 04 93 27 64 09 & Télécopieur : 04 93 54 90 91

Adresse Internet (URL) : <http://www.ville-de-la-trinite.fr>



ACCORD CADRE DE SERVICE

Cahier des Clauses Techniques Particuliers

**Enlèvement, mise en fourrière, restitution, aliénation ou destruction
de véhicules terrestres à moteur en infraction ou abandonnés sur le
territoire de la Ville de La Trinité**

Remise des offres à effectuer avant le : Mardi 1^{er} juillet à 12h00

ARTICLE 1: - OBJET

Enlèvement, mise en fourrière, restitution, aliénation ou destruction de véhicules terrestres à moteur en infraction ou abandonnés sur le territoire de la Ville de La Trinité

Vu l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article R. 641-1, 1^{er} alinéa du Code Pénal relatifs aux encombrements de la voie publique.

Vu les articles L.325-1, L325-1-1, L325-1-2, L325-2 et L325-3 du Code de la route relatifs à la mise en fourrière des véhicules.

Vu les articles 539, 1374, 1375, 2102 et 2279 du Code Civil.

Considérant que certains véhicules menacent la sécurité ou trouble l'ordre public, notamment lorsque leur présence compromet l'utilisation normale de la chaussée ou de ses dépendances.

Le cahier des clauses techniques particulières a pour objet de définir les conditions de fonctionnement de la fourrière, la fixation des règles de son fonctionnement et les définitions des obligations respectives des parties.

En outre le présent CCTP a pour objet de définir les caractéristiques des prestations correspondant à la mission d'exécution matérielle de la décision de mise en fourrière.

Les véhicules concernés par le présent CCTP sont les véhicules deux, trois et quatre roues, les caravanes et les remorques ainsi que les véhicules poids lourds.

La mission ci-dessus délivrée concerne exclusivement les mises en fourrière prescrites par:

- Le Maire
- L'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent de la Gendarmerie Nationale
- L'Agent de Police Judiciaire Adjoint, chef de Police Municipale ou occupant ces fonctions,
- territorialement compétent, de sa propre initiative ou sur proposition de l'agent qui a verbalisé
- à la suite d'une infraction justificative de mise en fourrière (article R325-14 du Code de la
- Route)

Lorsque le véhicule a été volé, que son propriétaire n'a pu être identifié ou lorsqu'il est muni de fausses plaques d'immatriculation, sa mise en fourrière ne peut être prescrite que par un Officier de la Gendarmerie Nationale territorialement compétent, ou avec son accord préalable exprès.

Sur prescription de l'Officier de Police Judiciaire territorialement compétent, les Gendarmes et les Agents de la Police Municipale sont autorisés à ouvrir ou à faire ouvrir ainsi qu'à conduire ou faire conduire le véhicule vers la fourrière (article L325-2 du Code de la Route).

ARTICLE 2:- CHAMP D'APPLICATION

Cet accord cadre s'applique aux services d'enlèvement, de garde, de restitution à leurs propriétaires, de remise pour aliénation au service des Domaines et de remise pour destruction à une entreprise de démolition, des véhicules gênants ou à stationnement irrégulier.

ARTICLE 3 : - AGREMENT DU FOURIÉRISTE

3-1. Obligations relatives à l'activité elle-même

- Le titulaire doit pouvoir justifier de :

- Avoir une existence légale et une forme juridique appropriée,
- Être en conformité avec la réglementation relative à la protection de l'environnement,
- Ne pas exercer une activité de destruction ou de retraitement de véhicules usagers,
- Être en conformité avec les prescriptions du Code de la Route, les véhicules utilisés pour l'enlèvement et le transfert en fourrière devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 30 septembre 1975 relatif à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés, modifié par l'arrêté du 25 juin 2001.
- Être agréé par Monsieur le Préfet du Département conformément à l'article R 325-24 du Code de la Route.

ARTICLE 4 SECTEUR D'INTERVENTION

Le titulaire de l'accord cadre est chargé d'exécuter la mise en fourrière de véhicules, à enlever sur la **totalité du territoire de la commune de La Trinité**

ATTENTION : Les véhicules enlevés sur les secteurs privés ne sont pas pris en charge par la collectivité. (Parking d'Auchan, copropriétés...)

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DU FOURIÉRISTE

L'activité du responsable s'exercera de manière continue durant ses heures d'ouverture qui devront être précisées dans la remise des offres et qui devra être la plus souple possible.

Le responsable devra cependant pouvoir répondre durant cette période à toute demande des services compétents cités plus haut.

Le titulaire s'engage :

- **A exécuter**, sur la première demande de l'autorité compétente, les opérations de mise en fourrière des véhicules en stationnement gênant ou irrégulier, dans le délai maximum de la demi-journée qui suit.
- **l'enlèvement** des épaves et des véhicules abandonnés devra se faire dans le délai de 8 jours maximum, à compter de la demande d'enlèvement.
- **l'enlèvement** des véhicules pour lesquels les propriétaires auront fait une déclaration écrite d'abandon de véhicule devra se faire dans un délai de quatre jours maximum, à compter de la date d'enlèvement.
- **à respecter** dans l'exécution de cette mission, les lois et règlements en vigueur à la date de la mise en fourrière des véhicules, ainsi que les dispositions conformes à la présente convention.
- **à assurer** la continuité du service quelles qu'en soient les circonstances, cas de force majeure exceptés.

Lorsque le titulaire sera convoqué par le service de police ou l'autorité contractante pour le déplacement d'un véhicule en stationnement régulier mais gênant en cas de nécessité impérieuse (notamment pour une intervention des services de secours, d'incendie, de sécurité), sans mise en fourrière, son intervention ne donnera lieu à aucun versement de redevance de la part de la commune.

Le délégataire est autorisé à bénéficier de délégations de service public d'autres communes avoisinantes. Il s'engage toutefois à justifier d'un équipement et d'un personnel suffisant afin que la commune ne subisse aucun préjudice ni aucune atteinte à la continuité de son service.

Le délégataire ne pourra retarder une intervention en faveur de la commune de La Trinité sous prétexte d'une intervention sur une autre commune délégante.

Il s'engage à faire connaître à la commune de La Trinité les délégations ou marchés dont il est déjà bénéficiaire et

les futures délégations ou marchés dont il pourrait être bénéficiaire.

Urgences:

Dans le cas où le titulaire se trouverait momentanément dans l'impossibilité d'effectuer rapidement l'enlèvement d'un véhicule alors que cette opération présente un caractère d'extrême urgence, le titulaire n'aurait pas fait procéder à l'enlèvement dans les délais impartis, la commune de La Trinité se réserve le droit de faire enlever le véhicule en infraction par une entreprise disposant du matériel nécessaire.

Le véhicule ainsi enlevé, sera déposé à la fourrière du titulaire, lequel remboursera à la commune de La Trinité les sommes avancées par cette dernière.

Dans cette hypothèse, le titulaire ne pourra pas réclamer au propriétaire du véhicule des frais d'enlèvement supérieurs à ceux fixés contractuellement

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DE L'AUTORITE DONT RELEVE LA FOURRIERE (le délégant)

La commune s'engage :

- à **respecter** et faire respecter les lois et règlements en vigueur applicables à la mise en fourrière des véhicules ainsi que les dispositions conformes au présent à l'accord cadre.
- à **ce que les agents** placés sous son autorité :
- recourent en priorité aux services du responsable de fourrière précité pour l'exécution des mises en fourrière des véhicules,
- respectent les délais convenus pour les décisions qui leur incombent, fassent connaître au titulaire toutes décisions et informations utiles à l'accomplissement de sa mission, et lui communiquent notamment Les noms, qualités et services des agents appelés à collaborer à cet effet avec lui ;

ARTICLE 7 - MOYENS D'ENLEVEMENT

Le titulaire s'engage à disposer du personnel qualifié et du matériel d'enlèvement suffisants pour effectuer dans les moindres délais le transfert des véhicules à la fourrière.

Il indiquera les moyens mis à disposition à la collectivité.

Les véhicules d'enlèvement doivent satisfaire aux conditions de mise en circulation posées par le Code de la Route, et notamment aux obligations du contrôle technique obligatoire et de visites périodiques.

Ces véhicules doivent être équipés de matériels de liaison radiotéléphonique ou similaire.

ARTICLE 8- INSTALLATIONS DE FOURRIERE :

Les véhicules mis en fourrière sont entreposés, sous la responsabilité du responsable de la fourrière, dans un local et un terrain

- clos, gardé jour et nuit
- sur un terrain dont il indiquera la superficie,
- les références cadastrales et les titres de propriété ou d'occupation.

Les véhicules sont placés alors sous la garde juridique du responsable de la fourrière jusqu'à la date d'effet de la mainlevée.

Tous les biens nécessaires à l'exploitation sont des biens prévus par le titulaire.

Tous travaux d'entretien courant et d'investissement sont à la charge du titulaire.

Toutes les taxes, impôts, charges et frais nécessaires pour la gestion seront supportés par le titulaire du marché, notamment les consommations d'énergie, de fluides et de communication. Le local et le terrain doivent être en conformité avec la législation applicable pour la protection de l'environnement.

L'accès de la fourrière est réservé, en dehors de son personnel, aux propriétaires des véhicules mis en, au Préfet, ainsi qu'aux agents de ses services délégués par lui (services de Police et de fourrière Gendarmerie notamment) aux autorités judiciaires, aux experts, aux agents du service des Domaines ainsi qu'aux acquéreurs des véhicules mis en fourrière remis au service précité pour aliénation.

L'entreprise doit assurer le service dans les meilleures conditions de sécurité et se conformer à toutes les injonctions qui peuvent lui être faites par les autorités compétentes. Elle ne peut pas, sur ce point, s'exonérer en invoquant des surcoûts imprévus du fait de nouvelles règles de sécurité.

L'entreprise titulaire du marché est seule responsable du fonctionnement du service. A ce titre, elle est seule responsable envers les tiers des accidents ou dommages qui peuvent survenir du fait de son service.

Elle est tenue de contracter des assurances suffisantes contre ces risques et tous les autres, y compris ceux des vols ou d'incendies des équipements, installations, et véhicules transférés et entreposés dans le parc de stationnement des véhicules.

ARTICLE 9 - COMPETENCE JUDICIAIRE -

Le responsable de la fourrière peut être institué responsable de scellés judiciaire, s'agissant de véhicules automobiles, par un officier de police judiciaire.

En ce cas, l'autorité judiciaire a seule compétence pour décider des suites à réserver à cette procédure, et notamment, prononcer la mainlevée de la fourrière.

ARTICLE 10 - ENLEVEMENT DES VEHICULES MIS EN FOURRIERE

La prescription de mise en fourrière d'un véhicule est présentée par l'autorité compétente qui fixe le délai de son enlèvement par le responsable de la fourrière.

L'intervention du responsable de fourrière peut être sollicitée jour et nuit, dimanches et jours fériés. Pendant son transfert en fourrière, le véhicule pris en remorque ou transporté doit être inoccupé. Les opérations de transfert du véhicule sont effectuées sous la responsabilité du responsable de fourrière, sans danger pour les autres usagers de la route, ni dommages pour ce véhicule.

Le responsable de la fourrière s'engage à ne pas enlever un véhicule dont le conducteur est revenu sur les lieux avant le commencement d'exécution de la mise en fourrière au sens de l'article R325-12 du Code de la Route.

Lorsque la mise en fourrière a reçu un commencement d'exécution, le véhicule est restitué après décision de mainlevée dans les conditions prévues à l'Article R.325-38 du Code de la Route.

Toutefois, si la mise en fourrière n'a pas reçu de commencement d'exécution, et si le propriétaire ou le conducteur de véhicule règle les frais préalables prévus à l'Article R.325-29, ou s'engage par écrit à les régler (selon reconnaissance de dette), et à dégager la voie publique, il peut être autorisé à reprendre aussitôt son véhicule.

Le responsable de la fourrière informe de l'exécution de la mise en fourrière l'autorité qui l'a prescrite. Cette dernière informera le Préfet.

ARTICLE 11- GARDE DES VEHICULES MIS EN FOURRIERE

Sous la responsabilité du responsable de la fourrière, le véhicule mis en fourrière y est conservé en l'état, de son enlèvement jusqu'à sa restitution à son propriétaire ou son conducteur, à sa remise pour aliénation au Service des Domaines ou à sa remise pour destruction à une entreprise de démolition.

Le véhicule mis en fourrière ne peut être ouvert que sur instruction de l'autorité judiciaire tant qu'il n'est pas réputé abandonné. (Art. L.325-7 Code de la Route.)

ARTICLE 12 - TABLEAU DE BORD

Le responsable de la fourrière s'engage à tenir à jour le "tableau de bord" du fonctionnement de sa fourrière pouvant être consulté, contrôlé ou obtenu en communication, à tout moment par le Préfet ou son délégué, l'autorité dont relève la fourrière, les officiers de Police Judiciaire

Le responsable de la fourrière le conserve en archives avec toutes les pièces justificatives afférentes à la gestion de la fourrière, pendant 5 ans

à compter de la clôture de l'exercice. Le tableau enregistre journalièrement le mouvement des entrées et des sorties de véhicules mis en fourrière, ainsi que les renseignements suivants:

a) Prescription de mise en fourrière

- Auteur et date de la décision de mise en fourrière
- Numéro d'immatriculation, genre et marque du véhicule,
- Nom, adresse, et le cas échéant, numéro de téléphone du propriétaire,
- Mention du retrait ou pas, de la carte grise; en cas de retrait, indication de son détenteur,
- Nom, siège social et numéro de téléphone de la compagnie assurant le véhicule,
- Noms et adresses du ou des éventuels créanciers-gagistes.

b) Enlèvement du véhicule

- Moment de la demande d'enlèvement,
 - Lieu de l'enlèvement,
 - Moment de l'enlèvement,
- Motif de la non-exécution, le cas échéant.

c) Classement du véhicule

- Décision de classement prise,
- Auteur et date de la décision de classement.

d) Notification de la mise en fourrière

- Auteur (autorité ayant prescrit la mise en fourrière, ou autorité dont relève la fourrière),
- Date d'envoi de la notification,
- Destinataires :
Propriétaire, créanciers-gagistes, assureur subrogé
Date de réponse,
Date limite de retrait du véhicule,

En cas d'impossibilité de notifier :

- motif de cette impossibilité
- date de constatation de l'impossibilité de notifier
date limite de présomption d'abandon du véhicule mis en fourrière suites données.

e) Expertise

- Nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie de l'expert,
- Date de l'expertise,
- Avis de l'expert,
- Valeur marchande estimée du véhicule,
- Date de communication de l'avis de l'expert à l'autorité dont relève la fourrière,
- Classement décidé par l'autorité dont relève la fourrière.

f) Contre-expertise

- Mention et date de recours à une contre-expertise par le propriétaire du véhicule,
- Nom, adresse de l'expert choisi par le propriétaire,

- Date de la contre-expertise
- Résultat de la contre-expertise,
- Date de la communication des résultats de la contre-expertise à l'autorité dont relève la fourrière
- Décision de classement prise par l'autorité dont relève la fourrière,
- Suites

g) Certificat d'immatriculation

- Mention du retrait
- Détenteur.

h) Sortie provisoire de fourrière du véhicule

- Date de la demande d'autorisation de sortie provisoire du véhicule,
- Date de transmission de cette demande à l'autorité dont relève la fourrière,
- Date de l'autorisation de sortie provisoire de fourrière,
- Nature des réparations,
- Itinéraire imposé,
- Conditions de sécurité prescrites,
- Nom, adresse, numéro de téléphone du réparateur choisi par le propriétaire du véhicule,
- Date de la sortie provisoire de fourrière du véhicule,
- Date de production de la facture justifiant de l'exécution des travaux de réparation prescrits.

i) Mainlevée de la mise en fourrière

- Date de la demande de mainlevée
- Autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la mise en fourrière : nom, qualité, service,
- adresse administrative, numéros de téléphone et de télécopie,
- Date de la décision de mainlevée et de l'autorisation de sortie définitive de fourrière,
- •Mention de la restitution du certificat d'immatriculation

j) Restitution du véhicule à son propriétaire

- Date de la demande de restitution,
- Auteur de la demande : propriétaire, autre,
- Mention des documents présentés :
- Décision de mainlevée
- Facture justifiant de l'exécution des travaux de réparation prescrits, .récépissé délivré par un
- centre de contrôle technique agréé,
- Mention de la remise de l'autorisation de sortie définitive de fourrière,
- Date de la reprise du véhicule
- Date du compte-rendu de restitution adressé au Préfet.

k) Abandon du véhicule

- Date de la proposition de constat d'abandon adressé par le responsable de la fourrière à
- l'autorité dont relève cette fourrière,
- Date du constat d'abandon établi par l'autorité dont relève la fourrière.

L) Remise du véhicule au service des Domaines pour aliénation

- Date de la proposition, par le délégataire de la fourrière à l'autorité dont relève cette
- fourrière, de remise du véhicule au service des Domaines pour aliénation,
- Date de la décision de remise au service des Domaines,
- Auteur de la Décision,
- Date de saisine du service des Domaines,
- Date de notification de cette décision au délégataire de fourrière.
- Date de notification aux créanciers-gagistes,
- Date de mise en vente

- Date de remise effective du véhicule au service des Domaines et date d'établissement du procès-verbal contradictoire
- Mention de la décharge donnée par le service des Domaines au délégataire de fourrière,
- Lieu d'exposition du véhicule à la vente,
- Mention : de la vente, de l'absence de vente (et motif)
- Date de remise au délégataire de fourrière du bon d'enlèvement domanial,
- Date de transmission de ce bon d'enlèvement par le délégataire de fourrière à l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la mise en fourrière,
- Auteur et date de la décision de mainlevée,
- Date de retrait effectif du véhicule,
- Nom et adresse de l'acquéreur,
- Proposition de destruction du véhicule non vendu : date, auteur destinataire.

m) Remise du véhicule mis en fourrière à une entreprise de démolition pour destruction

- Décision de remise : date, auteur, entreprise de démolition choisie :
- Nom ou raison sociale
- Numéro de téléphone
- Adresse ou siège social,
- Date de la remise
- Date d'envoi de la proposition de mainlevée de mise en fourrière,
- Décision de mainlevée : date, auteur.

ARTICLE 13 - CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

Le responsable de la fourrière de véhicules terrestres s'engage à transmettre sans délai à l'autorité chargée de prononcer la mainlevée de mise en fourrière, tout certificat d'immatriculation de véhicule mis en fourrière et confié à sa garde. Cette autorité devra en informer sans délai le Préfet.

Tout certificat d'immatriculation d'un véhicule ayant fait l'objet d'une aliénation par le service des Domaines ou d'une remise pour destruction à une entreprise de démolition, devra être adressé au Préfet.

ARTICLE 14 - NOTIFICATION DE LA MISE EN FOURRIERE

Dans tous les cas l'autorité qui a prescrit une mise en fourrière informe le Préfet du Département dans lequel le véhicule a été trouvé en infraction, de l'exécution de la mise en fourrière, et de la fourrière désignée.

Une notification de mise en fourrière est adressée dans un délai de 5 jours durable suivant ; la mise en fourrière par Lettre Recommandée avec Accusé de **Réception** au propriétaire du véhicule conformément à l'article R325-32-5 du code de la route.

ARTICLE 15 - EXPERTISE ET CLASSEMENT

L'autorité dont relève la fourrière classe le véhicule dans une des trois catégories prévues à l'article 325-30 du Code de la Route.

Toutefois, les véhicules réclamés par leurs propriétaires ou leurs conducteurs dans le délai de 3 jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été expertisés, ni classés.

En vue de ce classement, l'autorité dont relève la fourrière désigne, sur la liste établie par arrêté préfectoral, l'expert chargé des opérations prévues aux articles L 325-7 et R 325-30 du Code de la Route.

L'entreprise délégataire se charge de convoquer l'expert pour tous les véhicules non réclamés à l'issue du délai de 3 jours suivant la mise en fourrière.

L'entreprise titulaire règle les frais d'expertise et les récupère sur les usagers.

Si les véhicules sont abandonnés, que le propriétaire est introuvable, inconnu ou insolvable, ces frais seront pris en charge dans les conditions fixées à l'article 24 du présent marché.

ARTICLE 16 - CONTRE-EXPERTISE

L'autorité dont relève la fourrière ne peut s'opposer à la demande de contre-expertise présentée par le propriétaire du véhicule si ce dernier est en désaccord sur l'état de ce véhicule, avec l'avis de l'expert.

La contre-expertise sera effectuée par un expert figurant sur la liste des experts établie par arrêté préfectoral. Un même expert ne peut remplir les deux fonctions.

Les frais d'expertise et de contre-expertise seront à la charge de l'autorité dont relève la fourrière si les résultats de la contre-expertise ne confirment pas ceux de l'expertise. Dans le cas contraire, ils seront facturés au propriétaire du véhicule.

ARTICLE 17- SORTIE PROVISoire DE FOURRIERE

L'autorité dont relève la fourrière ne peut s'opposer à la sortie provisoire présentée par le propriétaire du véhicule, en vue exclusivement de faire procéder aux réparations visées à l'article R 325-30, ainsi qu'à la contre-expertise, aux réparations, et au contrôle technique, visés à l'Art. R325-35. 1°.

L'autorisation provisoire de sortie devra être établie par le délégataire. Une facture détaillée remise par le réparateur au propriétaire certifiera l'exécution des travaux.

ARTICLE 18- MAINLEVÉE DE LA MISE EN FOURRIERE

L'autorité dont relève la fourrière informe l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée, de la délivrance de l'autorisation provisoire de sortie de fourrière et de la durée de sa validité

Un officier de police judiciaire prononce la mainlevée (l'officier de Police prescripteur ou le Maire).

Pour les véhicules volés, retrouvés en fourrière, l'autorité dont relève la fourrière doit au préalable informer les services de Police ou de Gendarmerie compétents.

L'autorité qui prononce la mainlevée en informe le Préfet sans délai. La mainlevée prend effet au jour de la délivrance de l'autorisation définitive de sortie de véhicule.

Cette décision émane de l'autorité qui a prescrit la mise en fourrière ou de l'officier de police judiciaire chargé d'exécuter cette mesure (Article R325-38)

ARTICLE 19- RESTITUTION DU VEHICULE

Le délégataire de fourrière restitue le véhicule à son propriétaire ou son conducteur dès que ce dernier produit l'autorisation définitive de sortie (main levée) et s'est acquitté des frais de mise en fourrière, d'enlèvement, de garde et d'expertise. Ces frais sont arrêtés à la date de reprise du véhicule.

Si le Procureur de la République ordonne la mainlevée de la décision de mise en fourrière, faute d'infraction justifiant le recours à cette procédure, la restitution du véhicule est immédiate inconditionnelle et gratuite pour le propriétaire, sans réserve du respect de l'Art. 325-27 du Code de la Route.

LES HORAIRES D'ENLEVEMENT

L'accès au parc de la fourrière sera accessible aux usagers suivant les horaires d'ouverture de l'établissement au public:

Proposition du délégataire

	Matin	Après-midi
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche et jours fériés		

Dans certains cas d'urgence avérée, l'accès au parc de la fourrière peut se faire en dehors de ces horaires.

ARTICLE 20- CONSTAT D'ABANDON

Si, dans les délais prévus à l'art. L.325-7 du code de la Route, le propriétaire du véhicule mis en fourrière ne répond d'aucune façon à la mise en demeure qui lui a été régulièrement notifiée, l'autorité dont relève la fourrière constate au terme de ces délais l'abandon de ce véhicule.

En fonction du résultat des procédures de classement et de contre-expertise éventuelle du véhicule ou bien cette autorité propose à l'autorité qualifiée visée à l'Art. R.325-20 du Code de la Route, la remise de ce véhicule au service des Domaines pour aliénation, conformément à l'art. 1er du Décret 72-823 du 6 septembre 1972 ou bien elle ordonne sa remise à l'entreprise de démolition pour destruction, conformément à l'Art. R 325-45 du Code de la Route.

ARTICLE 21 - REMISE DU VEHICULE AU SERVICE DES DOMAINES POUR ALIENATION.

Sur délégation de l'autorité dont relève la fourrière, le responsable de la fourrière remet le véhicule désigné au service des Domaines pour aliénation, en respectant les dispositions du Décret 72-823 du 6 Septembre 1972.

Le responsable de la fourrière informe le Préfet de l'aliénation du véhicule ou de la nécessité de le détruire s'il n'a pas trouvé preneur.

Tout véhicule remis pour aliénation au service des Domaines et n'ayant pas trouvé acquéreur est sur décision du Préfet, livré à la destruction dans un délai de 8 jours à compter de la date de sa mise en vente.

ARTICLE 22 - REMISE DU VEHICULE A UNE ENTREPRISE DE DEMOLITION POUR DESTRUCTION

La destruction du véhicule ne pourra être exercée en aucun cas par le gardien de la fourrière. Ce dernier le remettra à une entreprise spécialisée qui a l'obligation d'opérer par le biais d'un démolisseur ou d'un broyeur agréé (décret n° 2003-727 du 1 août 2003).

Le responsable de la fourrière informe le Préfet de la remise effective du véhicule à l'entreprise de démolition. Le responsable de l'entreprise remet au titulaire du marché un bon d'enlèvement délivré par l'autorité dont relève la fourrière. Il rend compte de la destruction du dit véhicule à l'autorité dont relève la fourrière, à l'autorité qui a prononcé la mainlevée, ainsi qu'au Préfet.

ARTICLE 23 - STATISTIQUES ET BILAN D'ACTIVITES.

Le responsable de la fourrière s'engage à fournir au Préfet, ainsi qu'au Maire, dans les délais voulus, tous les renseignements statistiques demandés ainsi qu'un bilan annuel d'activités de sa fourrière.

Le responsable de la fourrière doit communiquer chaque trimestre à la commune, avec le décompte des prestations comprenant notamment les références des réquisitions (identification, localisation de l'enlèvement), les copies de mainlevées, des ordres de démolition ou de remise au service des Domaines ainsi que les résultats d'expertise.

Les représentants de la Commune se réservent toute faculté de visite des installations, équipements et parcs de véhicules aux fins de vérification et contrôle des conditions de fonctionnement de la fourrière.

Le responsable de la fourrière doit communiquer au plus tard 30 jours après le terme de chaque exercice civil, le compte-rendu d'activités permettant à la Commune de vérifier la pertinence des conditions d'applications de la présente convention.

Par application de l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le responsable de la fourrière produit à la commune un bilan annuel de l'activité de la fourrière de la Trinité comportant :

- notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la présente délégation et une analyse de la qualité du service.

- Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Par application de l'article L.2313-I du même code, le responsable de la fourrière adressera à la commune les comptes et annexes qui doivent accompagner les documents budgétaires communaux

ARTICLE 24 - TARIFS DES FRAIS DE FOURRIERE

1-Définition et tarifs des frais de fourrière

Les frais de fourrière représentent la rémunération versée au responsable de la fourrière.

Les frais de fourrière sont constitués :

- des frais des opérations préalables (déplacement sans enlèvement),
- des frais d'enlèvement,
- des frais de garde,
- des frais d'expertise éventuelle,
- des frais de vente ou de destruction.

Le candidat propose les tarifs applicables aux usagers et à la Commune, dans la limite prévus par l'arrêté du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. Il peut proposer des montants inférieurs à l'arrêté du 10 août 2017 (proposition du prestataire à remplir)

Frais de fourrière	CATÉGORIES DE VÉHICULES	MONTANT (en euros)	Tarifs en € TTC applicables par le délégataire aux propriétaires et au délégant (en cas de propriétaire non identifié ou insolvable)
Immobilisation matérielle	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	7,60	
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	7,60	
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	7,60	
	Voitures particulières	7,60	

	Autres véhicules immatriculés	7,60	
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7,60	
Opérations préalables	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	22,90	
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	22,90	
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	22,90	
	Voitures particulières	15,20	
	Autres véhicules immatriculés	7,60	
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7,60	
Enlèvement	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	274,40	
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	213,40	
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	122,00	
	Voitures particulières	117,50	
	Autres véhicules immatriculés	45,70	
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	45,70	
Garde journalière	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	9,20	
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	9,20	
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	9,20	
	Voitures particulières	6,23	
	Autres véhicules immatriculés	3,00	
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	3,00	
Expertise	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	91,50	

	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	91,50	
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	91,50	
	Voitures particulières	61,00	
	Autres véhicules immatriculés	30,50	
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	30,50	

Ces tarifs pourront faire l'objet d'une révision (sous forme d'avenant à l'accord cadre) :

- à l'initiative de la Commune, après consultation du délégataire,
- sur demande du délégataire avec accord de la Commune.

Le responsable de la fourrière est tenu d'afficher de manière visible et lisible par les intéressés le barème de ses prestations, toutes taxes comprises dans le véhicule d'enlèvement et dans les locaux de la fourrière.

La collectivité affichera dans les locaux de la Police municipale les tarifs des prestations du titulaire.

L'article 8 du Décret 72-823 du 6 septembre 1972 détermine les conditions de remise aux Domaines. Les véhicules au service des Domaines sont aliénés dans les formes prescrites pour les ventes du mobilier de l'Etat.

Le titulaire récupérera le prix de vente du véhicule après déduction des frais engagés par le service des Domaines. Il ne pourra demander à la commune aucune somme complémentaire.

Les tarifs sont fixés pour la durée du marché, et dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur fixant les tarifs maxima des frais de fourrière.

Dès lors que les tarifs maxima seraient modifiés par décret ministériel, le titulaire est dans l'obligation de proposer de nouveaux tarifs à la collectivité, qui seront validés sous forme d'avenant.

2-Perception des frais de fourrière

Les frais de fourrière sont en principe acquittés par les propriétaires des véhicules mis en fourrière conformément à l'arrêté du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

1^{er} cas : véhicules dont le propriétaire est identifié

Tous les frais de fourrière sont systématiquement dus par les propriétaires.

2^{ème} cas : véhicules dont le propriétaire est inconnu, introuvable ou insolvable, les frais d'enlèvement et d'expertise sont à la charge de la commune.

3^{ème} cas : véhicules incendiés

Frais réglés par le propriétaire du véhicule ou l'assurance du véhicule (si assuré).

4^{ème} cas : véhicules volés

Frais réglés par le propriétaire du véhicule ou l'assurance du véhicule (si assuré)

5^{ème} cas : véhicules vendus par le service des Domaines de l'Etat

Facture de gardiennage et d'Expertise jointe au Procès-verbal de vente au service des Domaines.

CCP FOURRIERES AUTOMOBILES

La valeur marchande en dessous de laquelle les véhicules mis en fourrière réputés abandonnés et déclarés par expert hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité seront livrés à la destruction.

Si la valeur marchande du véhicule est supérieure au montant fixé par l'arrêté en cours.

Le véhicule sera remis au service des Domaines aux fins d'aliénation.

Le décret 72-823 du 6.9.72, article 8 détermine les conditions de remise aux Domaines. Les véhicules remis au service des Domaines sont aliénés dans les formes prescrites pour les ventes du mobilier de l'Etat.

Le titulaire récupèrera le prix de vente du véhicule après déduction des frais engagés par le service des Domaines. Il ne pourra demander à la commune aucune somme complémentaire.

Lorsque la prescription de mise en fourrière a reçu commencement d'exécution, à savoir quand au moins deux roues du véhicule concerné ont quitté le sol, le responsable de la fourrière facture au propriétaire de ce véhicule les frais d'enlèvement, ceux de garde si le véhicule a été entreposé dans un lieu clôturé ou gardé jour et nuit, et ceux d'expertise, le cas échéant.

Lorsque la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu le commencement d'exécution défini précédemment, le responsable de la fourrière facture au propriétaire du véhicule les frais d'opérations préalables à la mise en fourrière, à condition que le véhicule d'enlèvement se soit rendu sur les lieux, et que sa présence ait été visuellement repérée.

La facture délivrée au propriétaire comporte au minimum les précisions suivantes :

- - le nom et adresse du délégataire de fourrière
 - l'immatriculation, la marque et le type du véhicule
 - le nom et adresse de son propriétaire
 - la période de mise en fourrière
 - la nature et le coût unitaire des prestations facturées (si réalisées effectivement)

Le responsable de la de fourrière conserve en archives le double de cette facture pendant 10 ans à compter de la clôture de 1^{er} exercice.

ARTICLE 25 - RECLAMATIONS

- Le responsable de la fourrière est tenu de répondre à toute réclamation et d'en rendre compte à
- l'autorité dont relève la fourrière.
- Le paiement des frais de fourrière par le propriétaire d'un véhicule au moment de sa restitution ne
- saurait justifier que le responsable de la fourrière ou l'autorité dont elle relève oppose une fin de non-
- recevoir à la réclamation du propriétaire.

ARTICLE 27 - ASSURANCES

Le titulaire devra se faire couvrir par une compagnie d'assurance notoirement solvable, de tous risques concernant la responsabilité civile, pour tous accidents corporels matériels ou dommages immatériels, directs ou indirects, résultant de l'exercice des activités faisant l'objet de la présente convention.

Le titulaire devra également assurer les véhicules nécessaires au service affermé, ainsi que les bâtiments et mobiliers utilisés pour les besoins du service affermé.

Les polices souscrites à cet effet devront être communiquées à la commune et comporter une clause stipulant que la commune sera informée de toute modification ou résiliation des contrats d'assurance.

ARTICLE 30 - SANCTIONS

- En cas de manquement du titulaire de la fourrière à ses obligations réglementaires ou contractuelles, le Préfet peut à titre de sanction, lui adresser un avertissement ou suspendre son agrément pour une durée déterminée.
- En cas de manquement grave ou de manquements répétés du titulaire de la fourrière à ses obligations réglementaires ou contractuelles, le Préfet peut lui retirer définitivement son agrément
- .
- En cas de manquement du titulaire à ses obligations (hormis les cas de force majeure dûment établis), la Commune lui adresse un avertissement et la résiliation du marché
- peut être prononcée unilatéralement par la Commune sans indemnité, après trois manquements constatés.

Les décisions précitées, avertissements, suspension et retrait d'agrément, dûment motivées, sont notifiées au responsable de la fourrière, lequel est informé de ses voies de recours.